

Nouveaux Cahiers du socialisme

Nouveaux
Cahiers du
socialisme

Présence autochtone, une saga à contre-courant Rencontre avec André Dudemaine

Isabelle St-Amand

Numéro 18, automne 2017

Autochtones et société québécoise. Combattre ensemble

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/86383ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (imprimé)

1918-4670 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

St-Amand, I. (2017). *Présence autochtone, une saga à contre-courant : rencontre avec André Dudemaine*. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (18), 152–159.

Présence autochtone, une saga à contre-courant

Rencontre avec André Dudemaine¹

PAR ISABELLE ST-AMAND²

I.S-A. – Comment a commencé l’aventure du festival *Présence autochtone*?

A.D. – Dans les années 1980, il y avait une nouvelle effervescence culturelle parmi les Premières Nations. Les jeunes artistes commençaient à s’approprier des moyens d’expression contemporains tout en s’affirmant comme des artistes de l’une ou de l’autre des Premières Nations du Québec. Kashtin connaissait un succès mondial avec des chants de type folksong rédigés et interprétés en langue innue. Alanis Obomsawin réalisait des films à l’Office national du film du Canada. Les cultures autochtones vivaient une sorte de renouveau, mais il y avait peu d’espaces où l’on pouvait se connecter à ce courant-là. Les artistes autochtones restaient en position marginale par rapport à la mouvance artistique québécoise. Certes, il avait eu quelques expériences dans des villes – c’est-à-dire hors des communautés autochtones – à Roberval, à Val-d’Or et à Montréal, comme des week-ends culturels avec films, chansons et deux ou trois conférences; bref, des occasions de rencontre pour se familiariser avec la réalité des Premières Nations à partir d’éléments artistiques et culturels qui donnaient de très bons résultats. La difficulté, c’est que ces activités étaient souvent organisées sous l’égide d’un centre d’amitié autochtone ou d’une association ayant par ailleurs son propre programme, de sorte qu’elles étaient toujours ponctuelles, sans continuité.

I.S-A. – Il a fallu une bataille pour consolider ces premières initiatives ?

A.D. – À Montréal, on se disait qu’il fallait un espace attitré, un évènement qui pourrait grandir pour que les artistes des Premières Nations trouvent leur espace dans cette métropole culturelle qui est aussi la leur, et d’autre part, pour que les Québécois et les Québécoises puissent avoir un contact, une occasion de dialoguer avec les Autochtones et de découvrir leurs réalités. C’est dans cet esprit que tout a commencé. À partir de l’action volontariste de quelques individus, nous avons fondé *Terres en vues*. Au même moment éclatait la fameuse crise d’Oka! Quand on a voulu commencer nos activités, on s’est retrouvé ainsi dans un contexte difficile, pour ne pas dire hostile. Il a fallu constater que notre mission initiale n’allait pas se

1 Membre de la nation innue, André Dudemaine est cofondateur et directeur du festival *Présence autochtone*.

2 Professeure à l’Université du Manitoba en études autochtones.

réaliser aussi vite qu'on aurait pu l'espérer quelques années auparavant, alors que se précisait l'idée de créer un grand festival rassembleur à Montréal.

I.S-A. – Comment cela s'est-il passé après Oka ?

A.D. – Après Oka, nous n'avions aucune ressource et aucune porte ne s'ouvrait. Mon collègue disait même de façon imagée qu'en remplissant le premier formulaire de demande, on entendait déjà au loin les portes claquer en se refermant. On voyait que le chemin était drôlement broussailleux devant nous, mais finalement, on s'est dit : « Ce n'est pas parce que la réalité nous donne dramatiquement raison qu'on va abandonner maintenant. Ça serait faire preuve de lâcheté. Il faut y aller, au contraire, avec encore plus de détermination ». Et nous avons organisé un spectacle-bénéfice au Café Campus près de l'Université de Montréal, un spectacle qui réunissait Alanis Obomsawin, Richard Desjardins, Laina Tulugaq et Florent Vollant. C'était le premier événement public postOka, un rassemblement comprenant Autochtones et non-Autochtones dans une perspective culturelle, et cela est devenu rapidement électrique. Quelque chose s'est passé là. D'ores et déjà, le festival qu'on voyait initialement comme un festival de films devenait interdisciplinaire, vu ce spectacle-bénéfice appelé à se renouveler. La forme allait changer, mais le spectacle musical venait d'entrer dans le festival et même de le mettre au monde. Je le dis souvent, ce sont les artistes qui nous ont mis au monde, et sûrement pas les programmes publics qui nous étaient tous fermés à ce moment-là.

I.S-A. – Et finalement, l'idée a pris forme...

A.D. – Nos premières projections ont eu lieu à la salle de cinéma de l'Office national du film. Je me souviens qu'un peintre algonquin est arrivé et nous a dit : « Est-ce que je peux accrocher mes toiles dans le hall d'entrée du cinéma ? » Et là, on s'est vite rendu compte que l'on venait d'ouvrir une toute petite brèche dans un mur. Et que derrière, une file d'artistes attendaient leur tour, impatients, et



nous donnaient des indications sur ce qu'ils voulaient que le festival devienne. Cette pression des artistes a fait qu'on a avancé et que le festival est tranquillement devenu autre chose que ce qu'on avait prévu au départ.

À cette époque, on s'était donné trois grandes orientations :

- tenir un festival récurrent appelé à devenir un événement de premier plan à Montréal sur les arts et cultures des premiers peuples des Amériques ;
- rappeler à la mémoire collective la Grande Paix de Montréal de 1701, qui avait été complètement oblitérée de la connaissance historique de la présence française en Amérique, en organisant un événement commémoratif d'importance lors du tricentenaire ;
- créer un lieu culturel permanent pour la diffusion des cultures autochtones à Montréal.

I.S-A. – Il y a eu des ajustements en cours de route...

A.D. – Au fil du temps, des changements ont été effectués. On a déplacé le festival du printemps à l'été. On a inclus les arts et métiers traditionnels, les arts visuels et l'animation publique et on a créé un volet compétitif dans la section films et vidéos. En 2001, Rigoberta Menchú est venue ouvrir *Présence autochtone* dans le cadre des célébrations de la Grande Paix. Dans son discours, elle nous a dit qu'elle laissait son nom à un des grands prix du festival : « Si nous, comme Autochtones, ne sommes pas capables de reconnaître la qualité de nos artistes, personne ne le fera ». Au Guatemala, malgré une situation différente de celle d'ici à bien des égards, la même volonté s'exprimait pour imposer, par des manifestations, notre propre originalité comme peuples autochtones au niveau artistique et culturel. Il fallait reconnaître l'excellence parmi les nôtres, encourager l'expression contemporaine pour faire en sorte que les jeunes, particulièrement, puissent s'approprier toutes les possibilités de faire valoir leur imaginaire et d'aller au-devant des publics.

I.S-A. – Par la suite, il y a un certain déblocage du côté des institutions ?

A.D. – Par l'intermédiaire d'un haut fonctionnaire du Québec, on a conclu une entente avec le musée de Pointe-à-Callière afin d'organiser ensemble la grande commémoration de 2001. C'était formidable qu'un organisme autochtone indépendant et encore assez marginal comme l'était Terres en vues obtienne une entente de partenariat avec une institution aussi importante que le Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal. Nous avons ensemble réussi à produire une commémoration qui a connu un grand impact. Il faut dire que l'arrivée de Pierre Bourque à la mairie de Montréal avait déjà fait bouger les choses, notamment quant à la place accordée aux festivals dans les espaces publics au-delà du Festival de jazz de Montréal et du festival Juste pour Rire. Le maire, qui était sensible aux questions autochtones, a précisé que cette politique

des festivals valait particulièrement pour *Présence autochtone*. C'est donc à partir de 1996 qu'on a pu commencer à programmer des activités extérieures.

À la même époque, une fonctionnaire de Patrimoine Canada a organisé une sorte de sommet des organisations autochtones à Montréal ; elle nous a dit que plusieurs organismes autochtones envisageaient d'aménager des bâtiments à Montréal, et que, devant cette surabondance de projets, les gouvernements allaient se montrer hésitants, ne se décidant pas à en appuyer un plutôt que l'autre. Par conséquent, elle nous invitait à nous entendre entre nous afin de présenter un front uni derrière un seul projet. On a alors confié à Terres en vues le mandat d'être porteur du projet. Finalement, en 2014 et 2015 quand a été créé le Réseau pour la stratégie urbaine de la communauté autochtone à Montréal (une table de concertation où gouvernements et regroupements politiques autochtones se retrouvent pour échanger et améliorer les services), Terres en vues a remis au comité Art-culture du Réseau ses études de faisabilité en précisant que le 375^e anniversaire de Montréal créait une occasion favorable pour que ce rêve puisse devenir réalité dans le cadre des célébrations.

I.S-A. – Un pas important pour *Présence autochtone* aura été son déploiement sur la toute nouvelle place des Festivals en 2010...

A.D. – L'atmosphère du parc Émilie-Gamelin où se tenaient les activités extérieures du festival se détériorait d'année en année. Quand nous y étions arrivés en 1996, elle était bonne, mais les forces de l'ordre, comme on les appelle, ont petit à petit refoulé les clientèles marginales vers cet endroit dont l'infrastructure allait en se dégradant. La tentation était alors forte de déplacer le festival vers un espace vert périphérique où on aurait trouvé de meilleures conditions; j'étais cependant fortement convaincu que nous devons rester au centre-ville, alors même que de nouveaux espaces allaient y être aménagés pour les festivals. J'ai même proposé au maire de l'époque, Gérald Tremblay, que *Présence autochtone* soit le premier festival (en juin) organisé sur ces lieux! En 2009, on nous a toutefois refusé l'accès à cet espace (au profit des Francofolies). Confiné dans un petit parc détérioré, *Présence autochtone* se serait vu condamné à la marginalisation perpétuelle... Ce fut donc le branle-bas de combat! On a fait beaucoup de bruit. Richard Desjardins était à Paris, à l'Olympia, où il a défendu la survie du festival *Présence autochtone* et parlé de boycotter les Francofolies de Montréal, ce qui a provoqué un certain remous... Finalement, un consultant engagé par la Ville nous a donné raison. C'est ainsi que le festival s'est retrouvé sur la place des Festivals (en août cependant). Le Partenariat du Quartier des spectacles nous a aidés à monter de belles installations. C'est ce qui fait qu'on est devenu ce qu'on est aujourd'hui : un grand évènement. C'était important, car selon plusieurs études, beaucoup de gens découvrent le festival en se promenant au centre-ville. Une fois qu'ils l'ont découvert, ils reviennent. On a trouvé là une assise nécessaire pour rejoindre le public, asseoir le festival sur des bases solides

et y déployer des installations monumentales dont tous les Autochtones sont fiers. Les gens viennent, ils sont contents d'être là.

I.S-A. – Il y a vraiment une force du lieu...

A.D. – Toutes les luttes populaires – pensons aux Printemps arabe, érable ou ukrainien – surgissent par des occupations de places emblématiques dans les centres-villes. Il s'agit de lieux symboliques fondamentaux, y compris pour la reconnaissance et la légitimation des arts et des cultures. Quand l'artiste québécois Jamil s'est retrouvé au Théâtre des Blancs Manteaux à Paris, par exemple, il a fait les manchettes. C'était un événement important alors qu'un *show* du même Jamil, au Théâtre du cuivre à Rouyn-Noranda, dans une salle quatre fois plus grande, serait passé tout à fait inaperçu dans les médias nationaux.

I.S-A. – La société québécoise est-elle prête à accepter cette présence autochtone permanente?

A.D. – Les luttes territoriales et les luttes pour la souveraineté des peuples autochtones ne coïncident pas avec les luttes québécoises. Elles obéissent à un autre agenda, à une autre logique, à une autre perspective, alors il y a forcément des points de friction. Le premier grand choc, c'est quand les Cris se sont opposés au projet de la baie James dans les années 1970. Après le jugement Malouf imposant l'arrêt des travaux, ce fut la consternation au Québec. « Quoi? Ils existent! Et en plus, ils auraient des droits? » Il faut voir que l'hydroélectricité était vue, et l'est encore par plusieurs, comme un fleuron national. À l'époque, René Lévesque, le grand champion de la nationalisation de l'électricité, parlait d'Hydro-Québec comme « le navire amiral de l'économie québécoise ». Dans l'imaginaire des gens, les grands travaux hydroélectriques représentaient une forme de résurgence de l'affirmation politique du Québec comme société francophone et fière de l'être. En réalité, ils représentaient aussi une forme d'appropriation du territoire et, inévitablement, cela a heurté les peuples autochtones qui ont une autre vision du territoire et du développement. Lors de la crise d'Oka, on ne peut pas affirmer que l'ensemble de la société québécoise aurait été d'accord pour raser une pinède et déplacer un cimetière pour agrandir un terrain de golf, mais il reste que quand la Sûreté du Québec s'est fait humilier par la résistance mohawk, le réflexe nationaliste a joué très fort : c'était encore une fois les Premières Nations, les Autochtones, les Mohawks, contre la majorité de la population québécoise. Il y avait en sous-texte une forme d'unanimité sur les avancées de la nation québécoise, un récit dans lequel les Autochtones tenaient le mauvais rôle, celui du Méchant.

I.S-A. – Cela peut-il changer ?

A.D. – Je ne suis pas sûr que les points de vue de part et d'autre soient toujours conciliables. Il est nécessaire qu'il y ait des négociations et des discussions pour aplanir les divergences, mais je crois qu'il y a aussi, dans cette double expression d'une affirmation nationale, des points de convergence. Il y a une histoire commune, et, dans le cas des Français, ce n'est pas uniquement une histoire de colonisation. Le côté schizophrénique de la présence française en Amérique, c'est justement d'avoir tenu un discours voulant qu'il y ait une « Nouvelle-France », donc un territoire contrôlé par les autorités coloniales françaises, alors qu'en réalité, quand on en regarde ses dimensions, on voit très bien qu'il s'agissait de vastes territoires sous souveraineté autochtone.

I.S-A. – À l'origine, les Français ont bien vu qu'ils devaient reconnaître cette réalité autochtone...

A.D. – Le véritable territoire était un pays amérindien où se concluaient des alliances avec les Français. Dès son arrivée à Québec, Champlain avait compris qu'il fallait s'associer aux Premières Nations. Quand il rencontre en 1603 les chefs innus à Tadoussac, l'histoire du Canada commence par cette alliance entre les Français et les nations autochtones. L'aboutissement de cette politique d'alliance, c'est la Grande Paix de Montréal en 1701. Il y avait là un esprit de respect mutuel qui devrait encore prévaloir.

I.S-A. – Et qu'en était-il des relations avec la Confédération iroquoise dont fait partie le peuple mohawk ?

A.D. – Pour Champlain, à l'époque, s'insérer dans la logique des relations, c'était aussi s'insérer dans une logique guerrière. Les Innus, les Hurons et leurs alliés étaient en guerre contre la Confédération iroquoise, et les Français se sont donc impliqués dans cette guerre. En agissant ainsi, ils respectaient la réalité autochtone : les traités d'amitié étaient à la fois des traités commerciaux et des traités d'alliance militaire, et c'est bien ce qui était voulu des alliés amérindiens. Aujourd'hui, du côté amérindien, je trouve que persiste une certaine vision distordue de l'histoire dans laquelle la conquête de l'Ouest, marquée par des guerres génocidaires très meurtrières, devient le prisme à travers lequel on essaie de relire l'entièreté de l'histoire antérieure. À mon sens, il faut là aussi rectifier les perspectives.

En revenant en 1701, il est possible de revoir l'histoire commune et de constater qu'elle n'en est pas toujours une d'affrontements et de divergences. Si Montréal a émergé comme centre urbain, c'est grâce à la diplomatie amérindienne qui a mené à pacifier les voies de communication et permis l'ouverture de l'Amérique du Nord contemporaine. Le sieur Antoine de Lamothe Cadillac, qui est allé

fonder Détroit en 1702, a pu le faire à la suite du traité de la Grande Paix. Les fameux voyageurs partaient vers l'ouest pour la traite des fourrures parce que les passages (sentiers, rivières et cours d'eau) étaient devenus praticables. Montréal est alors devenue le centre de ce commerce. Encore une fois, c'est la diplomatie amérindienne qui a fait naître Montréal telle qu'elle allait devenir. C'est à ce moment qu'elle a pris sa vocation de grande ville nord-américaine. C'est important de le rappeler.



I.S-A. – Revenons au Festival. Qui en profite le plus?

A.D. – Notre première préoccupation était et reste de donner un outil de rayonnement aux artistes des Premières Nations. Ces artistes sont par ailleurs les ambassadeurs de leur nation. Arthur Lamothe disait, et je le cite, car j'ai beaucoup appris de cet homme : « La force des artistes, c'est qu'ils ont un langage qui va au-delà de l'intellect. Dans une discussion théorique, plutôt que de chercher à comprendre ce que l'autre dit, on essaie le plus souvent de défendre une position. L'artiste, lui, touche directement l'âme, les zones de l'affectif, de l'émotif, là où s'opèrent les vrais changements, qui seront éventuellement par la suite repris dans un

discours rationnel. » Notre événement rejoint des artistes, les fait connaître, leur donne des occasions d'être exposés dans des endroits de haute visibilité. Grâce aux partenariats conclus avec plusieurs institutions, le Festival a permis à de nombreuses personnes de découvrir l'art des Premières Nations, et non seulement de discuter des enjeux controversés comme cela se fait dans les colloques. Selon nous, l'avenue culturelle est plus productive en termes de rapprochement.

I.S-A. – Cela crée des ponts...

A.D. – En fin de compte, les Québécoises et les Québécois, fiers de leur métropole culturelle, voient qu'on enrichit la proposition artistique de la ville et que Montréal renoue avec un héritage extrêmement ancien, ce qui lui donne une valeur ajoutée en termes d'image, de vécu collectif, d'économie, d'attraction touristique. Côté rapprochement et réconciliation, je dirais que les intérêts communs sont souvent un moteur assez puissant pour créer des ponts. En démontrant que nous participons au dynamisme de la métropole, nous créons des conditions pour une meilleure entente et, par voie de conséquence, une meilleure compréhension des enjeux liés aux revendications autochtones.

I.S-A. – Le Festival est en fin de compte une sorte de laboratoire où est réactivée une capacité d’interagir dans une logique d’alliance plutôt que de domination ou d’ignorance...

A.D. – C’est bien là notre propos. Si l’on dit que les artistes sont nos meilleurs ambassadeurs, c’est parce que par la qualité de leur travail, ils et elles produisent des impressions qui influencent ensuite les conduites politiques.

I.S-A. – À quoi peut-on s’attendre pour les prochaines années?

A.D. – Je souhaite que les vrais moments fondateurs d’alliance soient pleinement remémorés au Québec. Je serai content le jour où la Grande Paix de Montréal de 1701 et, par extension, la Grande Alliance de Tadoussac de 1603, s’inscriront dans les esprits comme de grands moments fondateurs. J’aimerais qu’on se souvienne qu’ils ont été des moments d’alliance, sinon avec toutes les Premières Nations, du moins avec *des* Premières Nations, et qu’on garde donc en mémoire tout un mariage culturel entre une pensée et une vision occidentales d’une part, et une pensée et une vision autochtones d’autre part. Je souhaite qu’un lieu culturel autochtone vivant fasse partie de l’iconographie de Montréal et soit l’un des hauts lieux de la culture montréalaise. Je souhaite enfin que soit maintenu un grand festival annuel qui donne des ailes aux artistes des Premières Nations. Je crois que si on arrive à léguer cela, on aura fait le travail voulu.